



# Covid-19: nouveau tour de vis, voire couvre-feux, Macron va trancher

Paris, 14 oct. 2020 (AFP) -

"L'heure est grave", va expliquer Emmanuel Macron aux Français mercredi soir avant d'annoncer de nouvelles mesures contraignantes, voire des couvre-feux qui devraient surtout toucher les grandes villes où le Covid-19 s'emballe.

Depuis plusieurs jours, l'exécutif ne cesse de distiller publiquement comme en privé des messages alarmistes sur le regain de l'épidémie de coronavirus qui menacerait de submerger le système de santé, notamment à Paris où la situation est jugée "dramatique", selon plusieurs sources.

Les derniers chiffres montrent encore une augmentation globale du nombre de personnes en réanimation (1.633 pour une capacité actuelle nationale d'environ 5.000 lits) et 84 décès en 24 heures, avec un bilan global de près de 33.000 morts en sept mois.

Une résurgence inquiétante de la pandémie qui conduit d'autres européens à durcir aussi les mesures pour tenter d'en limiter la progression et éviter un confinement dévastateur pour l'économie, le FMI tablant sur une contraction du PIB mondial de 4,4% cette année.

C'est à cette aune et alors qu'un rapport pointe le manque d'anticipation de l'exécutif dans la crise que le chef de l'Etat doit trancher mercredi soir en s'adressant aux Français à partir de 19H55, pour 45 minutes d'interview sur TF1 et France 2.

Mais dans la panoplie de restrictions à sa disposition, qui peuvent aller jusqu'à un couvre-feu total à partir de 20H00 ou 21H00 dans les zones les plus frappées par la virus, lesquelles Emmanuel Macron retiendra-t-il ?

"Toutes les options sont sur la table", répond son entourage, en soulignant à quel point "l'heure est grave". A priori, tout reconfinement national ou local, apparenté à l'arme ultime, semble toutefois écarté, et les dispositions actuellement en vigueur pour les écoles, collèges et lycées devraient être prolongées, comme l'a indiqué mardi soir le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer.

Mais M. Macron pourrait aussi frapper fort, en naviguant sur l'étroite ligne de crête entre impératifs sanitaires, économiques et sociaux.

"En cas de couvre-feu, tous les acteurs seront concernés. Comment expliquer à un restaurateur qui doit fermer qu'un théâtre peut rester ouvert ? Ce sera extrêmement clair", assure son entourage, ajoutant qu'il faut des mesures "bien plus longues" que pour 15 jours.

"La différence du nombre de morts se chiffre par dizaine de milliers selon les choix qui seront faits. Y compris l'horaire d'un couvre-feu compte: une heure change la donne", souligne l'entourage du chef de l'Etat.

Le curseur pourrait aussi bouger sur le recours au télétravail, la régulation des transports ou encore l'ouverture de lieux publics le soir.

- "Cadre très fouillis" -

"Si la situation sanitaire le justifie, si la protection des Français doit passer par des mesures de couvre-feu dans certaines métropoles, nous y serons favorables", a déjà annoncé le patron des députés LR Damien Abad. Le député PS Boris Vallaud a, lui, appelé à "un maximum de concertation", car une "gestion erratique et non concertée, c'est le risque de la jacquerie".

Les professionnels de l'hôtellerie restauration indépendante se sont alarmés mardi soir, d'un possible couvre-feu qui selon eux "condamnerait à la faillite des milliers d'établissements".

Ce secteur fait partie des professions durement éprouvées par la crise qui a également plongé des centaines de milliers de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

Le président sera donc aussi attendu sur ce terrain là mercredi soir. "Les Français ont autant peur pour leur santé que pour leur emploi. Il faut parler des deux", relève un proche du président, qui pointe aussi le besoin de visibilité, "à moyen et long terme", c'est-à-dire sur "6 à 8 semaines", de la population.

Le même résumé aussi le dilemme actuel: "le gros problème c'est que les lieux de diffusion du virus sont d'abord



PAYS :France  
SURFACE :111 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 14 octobre 2020 - Edition Fil Gen

des lieux privés" où se rassemblent notamment les jeunes qui diffusent le plus le virus, et sur lesquels l'exécutif n'a que très peu de prise juridique.

"On appelle à la responsabilité des gens mais dans un cadre très fouillis", regrette pour sa part un cadre de la majorité, en épinglant la communication parfois floue au sommet de l'Etat.

Après un Conseil de défense sanitaire et un déjeuner mardi entre le chef de l'Etat et son Premier ministre, Jean Castex a réuni mardi soir à Matignon une dizaine de ministres. Mais la clé reste entre les mains de M. Macron qui, comme le souligne l'un de ses proches, "jusqu'au bout adaptera son discours et prendra la température".

leb-jri-jmt/ib/ao

TF1 - TELEVISION FRANCAISE 1

Afp le 14 oct. 20 à 04 25.